

Les Canadiens se sont réjouis de la décolonisation des peuples africains et de l'émergence d'États-nations dynamiques. Et, si je puis me permettre une autre observation personnelle, j'ajouterai que j'ai moi-même, après mes études universitaires, passé un an et demi à enseigner et à voyager au Ghana, au Nigéria, en Ouganda et au Kenya peu avant ou peu après leur indépendance — puis y suis retourné à deux reprises, dix ans plus tard. L'Afrique laisse une marque indélébile : comment jamais oublier sa vitalité, son exubérance, sa détermination, son potentiel ? Rien de ce que j'ai fait ou vécu n'a autant influencé ma perception des sociétés en développement... de leurs immenses possibilités et de leurs malheurs parfois inimaginables.

Les Canadiens, comme moi, se sentent solidaires des Africains. Ils l'ont toujours été; et ils le seront toujours. Et ils le prouvent par leurs étroites relations, par leurs efforts de développement, par un même refus inconditionnel de l'*apartheid* et par une détermination commune de voir un jour la Namibie accéder à l'indépendance.

Mais, ce qui est le plus important, cette solidarité vient inévitablement à l'avant-plan dans un débat sur un sujet comme la crise économique en Afrique. La semaine dernière, au sujet même de cette allocution, je me suis rendu à Ottawa pour rencontrer le premier ministre Mulroney, lequel m'a prié de dire à cette assemblée toute l'importance que le Canada attache aux présentes délibérations.

Il y a tout juste cinq jours, soit le premier novembre, notre secrétaire d'État aux Affaires extérieures nommait un Canadien éminent et fort respecté au poste de coordonnateur de l'aide alimentaire d'urgence du Canada à l'Afrique afin d'avoir la certitude que tous nos efforts contribueraient efficacement à réduire les souffrances humaines. Les problèmes de transport et de logistique, comme on le sait, sont une source de préoccupation toute particulière. Aussi notre coordonnateur aura-t-il pour tâche de faire disparaître les goulets d'étranglement, et de voir à ce que l'aide soit acheminée le plus rapidement possible.

Le coordonnateur et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures sont revenus hier soir d'Addis Abéba où ils ont pu constater sur le terrain les choix qui s'imposaient. Leur voyage avait, entre autres, pour but de mobiliser davantage l'opinion publique canadienne.

En ce qui concerne l'Éthiopie, l'aide versée par le Canada représente déjà entre le quart et le tiers de toute l'aide alimentaire fournie à ce pays au cours des quatre dernières années... au total, environ 275,000 tonnes de denrées. La crise actuelle a entraîné une hausse spectaculaire de plus de 50 % de notre aide alimentaire à l'Éthiopie qui totalise 26 millions de dollars canadiens pour l'année 1984-1985. Il est évident que les contributions des citoyens canadiens et des organisations canadiennes ajouteront à cette somme.

Mais, comme l'ont répété tous ceux qui ont pris la parole dans ce débat, ce n'est qu'un début. Il faut maintenant que tous les États membres de l'Organisation s'unissent dans une entreprise herculéenne et s'attaquent aux causes de la crise.

Les efforts des nations africaines elles-mêmes sont au cœur de ce processus. Celles-ci ne cessent d'attirer